

# Le coup de main des Belges francophones aux talents haïtiens

## contexte « L'Etat ne fonctionne pas bien, mais il y a des gens de bonne volonté »

### PORT-AU-PRINCE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Un groupe de lycéennes arrive dans la bibliothèque Ernest Trouillot : avec des airs gourmands, elles s'éparpillent dans les rayonnages. « Après le tremblement de terre de 2010, je me suis demandé ce que je pouvais faire d'utile, raconte Lionel Trouillot, célèbre écrivain haïtien publié chez Actes Sud. Dans ce pays, quand on a eu de la chance, il faut rendre aux autres ce qu'on a reçu. Nous avons décidé de construire un petit centre culturel en face de chez moi. Bibliothèque portant le nom de notre père, ateliers de culture populaire. J'ai quatre salariés, mais aucun subside public. L'Etat ne fonctionne pas bien, mais il y a heureusement, dans les diverses institutions, des gens de bonne volonté. »

Ce centre culturel post-séisme, c'est un petit morceau de cet « Haïti en mieux » que tous espéraient voir renaître après la catastrophe de 2010. Sept ans plus tard, les gravats ont disparu, comme les tentes des sans-abri, mais, à de rares exceptions près, c'est le même chaos, les mêmes maisons bri-

colées, les mêmes tas d'ordures.

Un nouveau président, Jovenel Moïse, producteur de bananes, a prêté serment en février dernier. Un espoir ? « Il est le premier paysan néolibéral de l'histoire politique de ce pays, poursuit Trouillot. Il n'est toléré par la classe possédante que parce qu'il sert leurs intérêts ! La seule chose qui fonctionne bien dans ce pays, c'est le secteur associatif, beaucoup de choses positives existent. Mais il n'y aura pas d'espoir ici sans un réel réformisme révolutionnaire. On en est bien loin. Et ce pays est une poudrière ».

« Nous sommes en pleine régression politique, enchaîne Camille Chalmers, socioéconomiste et présidente de Papda (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif). Le gouvernement actuel n'est que le prolongement de celui de Martelly, en pire, car son parti a consolidé son contrôle du Parlement. Il a engagé le pays dans une direction très conservatrice, avec une nostalgie de la dictature de Duvalier.

Sur le plan économique, le gouvernement veut pousser des projets d'agro-industrie aux dépens des petits paysans qui se font expulser des terres qu'ils cultivent. Il y a aussi le développe-

ment d'un port géant à Caracol, dans une zone qui abrite 38 % de la mangrove de Haïti et où travaillent de nombreux pêcheurs. L'impact sur l'environnement sera désastreux, mais le projet continue quand

même ! »

Economiquement, ça ne va pas fort non plus : la monnaie nationale, la gourde, s'est dépréciée de 60 % en trois ans, tandis que l'inflation galope à 14 % sur les douze derniers mois. Alors que le salaire minimum stagne à 300 gourdes (4 euros) par jour, la plupart des

**La gourde, monnaie nationale, s'est dépréciée de 60 % en trois ans, tandis que l'inflation galope**

familles n'arrivent plus à payer le loyer et l'école. Grèves et manifestations se multiplient pour obtenir que le salaire de base passe à 800 gourdes.

« De plus, il y a une forte baisse de l'assistance internationale : nous ne sommes plus à la mode, conclut dans un triste sourire Camille Chalmers. L'aide publique externe est inférieure à ce qu'elle était avant le séisme. Le gouvernement veut donc taxer la population. Mais les gens ont conservé leur capacité de mobilisation. Nous ne nous laisserons pas faire ! » ■

VÉRONIQUE KIESEL

## culture Groupes de musique et gingerbread

**A**u détour des rues de Port-au-Prince, on découvre, cachées dans des jardins, de belles demeures d'un autre âge : les maisons « gingerbread », comme ces maisons en pain d'épices des contes et leurs dentelles de bois.

« La première maison a été construite en 1881, explique Farah Hyppolite, pétulante architecte haïtienne travaillant pour la Fokal, une fondation active dans la culture et l'éducation. Il y avait un boom industriel en Haïti, et les propriétaires voulaient montrer leur réussite via ces belles maisons ouvragées. »

Il en reste encore plusieurs centaines. Après le séisme, la Fokal a voulu participer à la reconstruction : « Ces maisons gingerbread avaient mieux résisté que le béton : elles avaient souffert mais étaient debout, détaille Lorraine Mangonès, directrice exécutive de la Fokal. Après une telle catastrophe, on a tendance à ne plus croire en soi, à se sentir incapable de rebondir. Restaurer ces maisons pouvait avoir un effet psychologique : oui, on peut y arriver. Nous voulions former de jeunes professionnels à ces techniques très particulières. Mais il nous fallait un partenaire solide, et ce fut l'Institut de patrimoine wallon, avec l'aide de WBI. »

La Fokal a donc acheté la maison Dufort, dont le rez-dechaussée en briques avait explosé. Elle en a fait un chantier-

école qui a permis de former sept stagiaires haïtiens sortis de leurs écoles professionnelles. « Il y a de gros débats entre experts américains, haïtiens et wallons, raconte Farah Hyppolite. Les Haïtiens voulaient refaire en béton en mettant des briques de décoration. Les Américains voulaient de grosses poutres métalliques... et les Wallons voulaient refaire en briques à l'identique. Finalement, puisqu'il y avait déjà une structure métallique d'origine, les Wallons ont accepté d'utiliser

des tiges métalliques pour renforcer la structure antisismique. »

Le chantier a duré longtemps, mais le résultat est somptueux : la maison sert de lieu d'exposition à la Fokal ou peut être louée pour des réceptions.

« Les jeunes artisans formés ont décroché des contrats de rénovation, et une fondation anglaise a racheté une maison qu'ils vont rénover. L'idée, testée avec succès, serait de faire un parcours culturel : aller à pied d'une maison à l'autre, y assister à des concerts, expos, performances. Redécouvrir la ville et tous ses talents », conclut Lorraine Mangonès.

### Les tambours de Follow Jah

Follow Jah serait parfait pour ce type d'activité. A Berthe, quartier de Petionville, sur les hauteurs de Port-au-Prince, quatre

gamins battent la mesure.

Ce sont des fidèles des cours que Follow Jah, une « bande à pied » (fanfare) donne tous les samedis aux enfants. Quand les 18 musiciens se mettent à jouer, soufflant dans leurs trompes de fer-blanc, leurs « bambous » – des tuyaux de plastique – battant leurs percussions, un souffle d'énergie envahit le quartier.

« Le groupe perpétue en le modernisant le rara, une musique traditionnelle de Haïti, raconte Pascale Jaunay, qui est leur manager et membre de l'association Caracoli. Nous voulons faire rayonner les musiques traditionnelles. L'an dernier, Follow Jah est parti en tournée en Belgique et en France, avec l'aide de WBI. C'est très rare de voir la coopération internationale investir dans la culture : c'est très apprécié. Nous avons été accueillis à Bruxelles à la Maison de la Création, et travaillé avec un groupe belge, la Nouvelle Fibuste. Ils sont venus en Haïti, ont monté un atelier de "lutherie sauvage", fabriquant avec des bidons des percussions à la taille des enfants. »

La musique, c'est aussi l'affaire de Gary Lubin. WBI avait prévu d'organiser en Belgique francophone en 2010 un grand festival de culture haïtienne, Ewa Ayiti : il était en charge du volet musiques. Mais le 12 janvier, la terre

a tremblé, et WBI a réaffecté les budgets à la reconstruction.

« Même si le festival a été annulé, nous avons noué des partenariats précieux en Belgique

pour soutenir la production musicale en Haïti, précise Gary Lubin, organisateur à Port-au-Prince des Rencontres Musique du Monde, soutenues par WBI. Le Belge Pierre Vaiana est venu travailler les arrangements avec des musiciens haïtiens : ils sont devenus de vrais pros, ponctuels, sérieux. Depuis, ils ne cessent d'être engagés. L'ingénieur du son Benoît Tempels a aussi donné des formations, expliquant aux groupes comment mieux faire la balance, améliorer leur son. »

« Il y a en Haïti énormément de talents mais on n'a pas d'encadrement. Il y a quelques écoles de musique et puis c'est tout. Nous essayons d'encourager ceux qui retournent vers les racines musicales de Haïti. Il nous manque aussi des lieux de spectacles, et du financement pour monter nos projets. Il n'y a pas de vraie politique culturelle, il faut chaque année se battre pour obtenir une petite subvention, c'est assez démotivant, conclut-il. Tous les festivals ici ont les mêmes difficultés : nous sommes fragiles mais passionnés ! C'est la force des Haïtiens ! » ■

V.K.

## éducation Des enfants des rues traités comme des chiens

### REPORTAGE

**I**ls sont deux garçons, attablés face à nous. Tous les trois vivent, ou plutôt survivent, depuis de longues années dans la rue. Leur quartier, c'est le Champ de Mars, le cœur de Port-au-Prince, un espace public bordant ce qui fut le palais présidentiel, détruit lors du séisme du 12 janvier 2010.

Ronaldo a 18 ans, beaucoup trop de cicatrices, et il n'arrive plus à sourire. « Je suis dans la rue depuis longtemps : mes deux parents sont morts, et je vivais chez ma tante, mais elle m'a chassé. J'avais trouvé refuge dans un centre pour enfants, mais le jour du séisme, les murs se

**A l'école Marie Auxiliatrice, près de 200 élèves, en majorité des filles, suivent les cours**

sont effondrés et je me suis retrouvé à la rue. Pour survivre, il faut demander de l'argent et à manger. Mais il faut faire attention à ne pas se faire voler, mais le pire, c'est les policiers qui nous fouettent pour nous faire déguerpir, comme des chiens. »

A ses côtés, Evens a 15 ans, et est dans la rue depuis la mort de son père il y a 6 ans. Il rêve d'être footballeur et est encore capable, lui, de nous faire un magnifique sourire.

C'est Jean-Marie, un des éducateurs du CEP, le Centre d'éducation populaire, qui a noué le contact avec ces garçons. « Je suis chargé de la zone du Champ de Mars. J'ai rencontré Ronaldo et les autres enfants il y a plusieurs années. Je les ai apprivoisés en leur parlant football, et je les ai invités à venir ici, au CEP du quartier Saint Gérard. »

Une grande salle avec des livres et une télévision qui, même éteinte, les attire : « On regarde un match ? » Une cour en contrebas où ils jouent aux cartes, aux dominos, au foot avec un ballon ramolli. Et à midi, une bouteille de jus de fruits et une collation sur laquelle ils se précipitent.

Un endroit où ils peuvent, surtout, souffler et parler à des adultes bienveillants. « Quand ils sont malades ou blessés, je les fais soigner à l'hôpital, j'essaie de rescolariser ceux qui en ont envie, raconte Jean-Marie. Je me fais aussi connaître auprès des policiers, et quand ils sont violents avec les garçons, je vais les voir. J'essaie aussi de trouver des institutions où ils puissent être accueillis. Ces enfants sont extraordinairement intelligents, ils captent tout : indispen-

*sable pour rester en vie dans un environnement hostile. Mais c'est difficile de les intégrer, beaucoup décrochent, font le mur. Ils ont des problèmes relationnels, n'arrivent plus à se soumettre à des règles. La société haïtienne les considère comme des rebuts. »*

*« Il y a en Haïti 6 à 7 millions d'enfants à risque, et seuls 57 % des jeunes sont scolarisés dans des écoles souvent de très mauvaise qualité, détaille Jean-Robert Cherry, qui dirige le CEP. Pour comprendre un pays, il faut regarder ses enfants : en Haïti, les enfants n'ont pas de statut, pas droit à une protection. Il n'y a que, ci et là, des personnes de bonne volonté. Pour fonctionner, nous recevons notamment de l'aide de Dynamo, une ONG belge subsidiée par WBI. Et WBI nous aide aussi direc-*

*tement pour un programme de formation des travailleurs sociaux. Mais il y a tant à faire... »*

Le cœur lourd, remplis du regard de ces enfants sans avenir, nous partons à notre rendez-vous suivant : l'école Marie Auxiliatrice, située dans le bas de la ville, près du « marché de fer », un quartier difficile où les commerçants de rue sont entassés. Sitôt franchie la grille, c'est un autre monde : une école pimpante, des petites écolières rieuses en uniforme, jolies comme des poupées.

*« Notre école a été détruite par le séisme, nous avons pu la reconstruire avec l'aide de Caritas Pologne, raconte Sœur Dieudonné. Nous avons une école primaire et les trois premières années du secondaire, avec des frais les plus bas possible pour accueillir les enfants de fa-*

*milles modestes. Et nous avons aussi une école hôtelière. »* Près de 200 élèves, en majorité des filles, y suivent les cours, orchestrés avec la plus grande rigueur par Sœur Dieudonné. Les jeunes filles qui font le service dans le restaurant de l'école sont impeccables, et la plupart trouvent un emploi dès qu'elles sortent de l'école. *« Nous avons un accord de coopération avec l'École hôtelière de Liège, reprend Sœur Dieudonné. Grâce à l'aide de WBI, des professeurs de Liège viennent donner des cours à nos professeurs et à ceux des autres écoles. Et chaque année, nos meilleures étudiantes partent en stage en Belgique. C'est un vrai plus pour nous ! Seule une éducation de qualité pourra aider Haïti à s'en sortir ! »* ■

V. K.